

Concours sciences sociales ENS Paris Saclay 2017

Épreuve à option : oral d'économie

Membres du jury : Jean de Beir, Séverine Menguy, Laurent Simula, Emmanuelle Taugourdeau, Thomas Vendryes, Caroline Vincensini

Durée de préparation de l'épreuve : 1 heure

Durée de passage devant le jury : 30 minutes (15 minutes d'exposé et 15 minutes de questions)

Type de sujets : question unique

Modalité de tirage du sujet : Le sujet est donné au maximum à trois candidats successifs lorsqu'il n'y a qu'un seul jury et peut être donné à six candidats lorsqu'il y a deux jurys en parallèle. Les candidats n'ont pas le choix du sujet.

Déroulé de l'épreuve : La préparation de l'épreuve dure une heure. Ensuite, les candidats disposent de 15 minutes pour leur exposé et répondent aux questions du jury pendant 15 minutes. Ces questions sont de trois sortes : une première série est liée au sujet et au contenu exposé par l'étudiant, la seconde série élargit la discussion à d'autres thèmes pour évaluer la culture économique générale des candidats, enfin la troisième série, indépendante du sujet traité, concerne des statistiques macroéconomiques ou microéconomiques. Les questions sur des statistiques ont pour objectif de faire réagir les candidats sur un sujet qui n'est pas lié à leur exposé. Elles permettent de montrer leur capacité à faire le lien entre des faits et des théories économiques et à raisonner avec des outils analytiques (définitions, mécanismes). Pour l'ensemble de ces questions, le jury apprécie particulièrement lorsque les candidats parviennent à se placer dans une posture de discussion et de raisonnement avec le jury.

Ni calculatrice ni documents ne sont autorisés.

Notes

Sur les 167 candidats convoqués cette année, 110 candidats ont été interrogés, contre 109 en 2016. Sur l'ensemble des candidats, les notes vont de 2 à 20, la moyenne étant égale à 10,9 (contre 10,3 en 2014, 11,3 en 2015, 11,1 en 2016) et l'écart-type à 3,8 (contre 4 en 2014 et 2015, 3,8 en 2016). Parmi l'ensemble des 110 candidats présents, 12 ont obtenu une note inférieure ou égale à 5 (7 en 2014, 11 en 2015, 8 en 2016), 68 candidats une note supérieure ou égale à 10 (47 en 2014, 59 en 2015, 65 en 2016) et 23 candidats une note supérieure ou égale à 15 (21 en 2014, 25 en 2015, 22 en 2016). La distribution des notes est donc très stable par rapport à l'année dernière. La moyenne globale est légèrement plus basse que celle de l'épreuve orale de sociologie. Cependant, la moyenne en économie du sous-ensemble des candidats admissibles à l'ENS Paris Saclay ayant passé l'économie à l'oral est sensiblement la

même que la moyenne en sociologie des candidats admissibles à l'ENS Paris Saclay ayant passé la sociologie à l'oral. Tous ces indicateurs traduisent l'impression du jury d'un maintien d'un niveau très satisfaisant des candidats à cette épreuve dans l'ensemble.

Exigences

En général, les sujets sont formulés sous forme de question. Pour répondre à la question, les candidats doivent mobiliser de manière claire et synthétique les **définitions, concepts et raisonnements** de l'analyse économique, faire appel à des **faits économiques** contemporains ou historiques permettant d'illustrer la pertinence d'un concept ou d'une théorie, rendre compte des **controvertes éventuelles** dans la littérature économique et enfin **répondre clairement** à la question à la fin de leur exposé.

L'exposé doit être correctement structuré. Dans l'introduction, les candidats doivent justifier de la pertinence du sujet, définir les termes du sujet, dégager une problématique et annoncer leur plan. Le plan lui-même peut être en deux ou trois parties. Il est essentiel que les parties soient clairement définies et clairement annoncées. La conclusion récapitule, répond à la question et propose dans la mesure du possible des ouvertures ou prolongements au sujet. Les candidats peuvent utiliser le tableau s'ils le souhaitent pour, notamment, préciser une définition (ex. équation macroéconomique comptable) ou illustrer un raisonnement (ex. schéma microéconomique). Il est recommandé de bien en soigner la présentation pendant la préparation : un schéma imprécis voire incorrect porte un grand tort à l'exposé.

Nous continuons à valoriser, comme les années précédentes, la capacité des candidats à situer un phénomène économique ou un courant de pensée dans son **contexte historique**. Par exemple, nous attendons qu'ils sachent si nous sommes dans une période de forte ou faible inflation et quelles ont été les grandes évolutions de l'inflation au moins depuis 1945 en France (les références à l'entre-deux-guerres ou au XIX^e siècle sont bien sûr les bienvenues également) ; ou si nous sommes dans une période de politique budgétaire expansionniste ou restrictive et quelles ont été les grandes évolutions du recours à la politique budgétaire. De la même manière, les candidats doivent pouvoir positionner un courant économique qu'ils mobilisent dans la chronologie et par rapport à d'autres courants (antérieurs, contemporains, postérieurs). Par ailleurs, nous pénalisons l'absence d'une référence attendue, comme la théorie du capital humain dans le sujet sur « Le diplôme protège-t-il du chômage ? », même si cette référence canonique n'épuise pas, loin s'en faut, le contenu de la réflexion.

Bilan

Comme les années précédentes, la forme de l'exposé est globalement satisfaisante pour la majorité des candidats (plan construit, clair, parties assez équilibrées, respect du temps). En ce qui concerne le fond, nous avons constaté cette année encore une très grande hétérogénéité entre les divers candidats : 21% des candidats a obtenu une note supérieure ou égale à 15, ce qui indique un bon ou très bon traitement du sujet posé (comme l'an dernier), tandis que 38% d'entre eux a obtenu une note strictement inférieure à la moyenne, c'est-à-dire que 62% des candidats remplissent les critères de base de l'épreuve (contre 50% en 2014 et 66% en 2015, 60% en 2016). Parmi les lacunes les plus courantes dans les prestations en dessous de la moyenne, signalons les développements hors sujet, des lacunes de définitions de

base et/ou la méconnaissance de mécanismes économiques fondamentaux et/ou de faits économiques importants, les références absentes ou imprécises à des travaux économiques (les théories ou auteurs sont cités au détour d'une phrase sans les développer, et lorsqu'ils sont interrogés à leur propos, les candidats ne peuvent citer avec précision un auteur, un ouvrage, un article, ou développer un concept).

Points faibles

Il nous semble que le niveau des candidats devient plus hétérogène en microéconomie. Nous avons en effet eu plusieurs prestations très bonnes voire excellentes, qui témoignent d'une grande maîtrise des définitions et mécanismes de base, ainsi que d'une capacité à les utiliser pour raisonner sur des exemples ; et en parallèle, d'autres prestations traduisant un très faible investissement de la part des candidats dans ce champ essentiel de l'analyse économique. Ces derniers ne savent pas tracer une fonction d'utilité ou expliquer la différence entre coûts fixes et coûts variables ; ignorent ce qu'est un taux marginal de substitution ; pensent que les agents « maximisent leurs préférences » ; ne savent pas caractériser formellement les rendements d'échelle dans une fonction de production ; ou ignorent ce qu'est un monopole naturel et quelles peuvent être ses sources. Nous continuons à nous étonner, comme les années précédentes, que plusieurs candidats ne puissent faire le lien entre rémunération du capital (travail) et sa productivité, c'est-à-dire la dérivée de la fonction de production par rapport au capital (travail). Nous encourageons très vivement les candidats à s'approprier ne serait-ce que les définitions et concepts de base en microéconomie, ce qui leur permettrait d'éviter les notes les plus basses de la distribution.

La comptabilité nationale figure au programme. Nous n'attendons pas des étudiants une expertise « comptable » (ou « technique ») de ces questions. L'objectif est de maîtriser les définitions essentielles et de bien comprendre comment la comptabilité nationale permet d'éclairer les raisonnements économiques. Nous regrettons par exemple que certains candidats ne puissent pas énoncer ce qu'est la FBCF et la relier à la notion d'investissement.

Les prestations en macroéconomie ont été globalement plus satisfaisantes, même si l'hétérogénéité entre candidats dans leur connaissance du cadre macroéconomique européen ne s'est pas encore entièrement résorbée (certains pensent encore que le Pacte de stabilité et de croissance concerne le niveau d'inflation). La déflation s'avère être une notion mal comprise (inflation, désinflation, déflation...) et un phénomène historique sur lequel les candidats ont des idées assez floues.

Nous rappelons qu'en 2018, l'économie ouverte ne sera toujours pas au programme et qu'il est donc très maladroit de faire une partie sur le commerce international ou sur les investissements directs à l'étranger : même si ces développements sont corrects et ne seront bien sûr pas pénalisés, ils prennent la place d'éléments attendus au cœur du programme dont l'absence sera, elle, sanctionnée.

Nous encourageons les candidats à poursuivre leurs efforts pour faire le lien entre les différents éléments du programme. Par exemple, à partir de la définition conceptuelle du capital humain et des outils de la comptabilité nationale, plusieurs candidats ont eu du mal à

concevoir que le capital humain, en comptabilité nationale, rentre dans la consommation des ménages et non pas dans l'investissement.

Éléments valorisés

Environ le cinquième des candidats s'est acquitté de l'exercice en respectant les attendus du jury : bonne structure formelle (présentation claire, rigoureuse, équilibrée), bonne – voire très bonne – connaissance des définitions, théories et faits économiques, ainsi que des auteurs de référence, assez bonne ou bonne capacité à relier les questionnements théoriques à des questions empiriques appliquées, bonne ou très bonne réactivité dans l'échange avec le jury. La distinction au sein de cet ensemble de candidats se fait ensuite en fonction de la richesse des analyses, des exemples, et de la capacité à présenter une réflexion manifestement personnelle s'écartant des fiches de cours toutes faites (certaines se révélant par ailleurs fort bien faites, mais toujours un peu plaquées sur les sujets posés).

Nous soulignons tous les ans que nous encourageons les candidats à voir les aspects empiriques de tout sujet, pour montrer leur capacité à relier les raisonnements théoriques et leurs champs d'application empiriques (sans que cela ne se fasse toutefois au détriment de connaissances de base relatives aux analyses théoriques). Nous avons constaté à ce propos un progrès depuis plusieurs années et encourageons les candidats à poursuivre dans cette voie. Cela est particulièrement important pour les sujets portant explicitement sur un phénomène économique. Par exemple, le sujet « Comment expliquer la coexistence des banques et des marchés financiers pour le financement de l'économie ? » appelait quelques notions précises sur l'évolution du rôle du système bancaire d'une part et des marchés financiers d'autre part sur le moyen terme (transformations à partir des années 1980 en France) et quelques éléments plus récents si possible, même si nous n'exigeons pas bien sûr que les candidats aient une connaissance très pointue des développements les plus contemporains. Nous encourageons aussi les candidats à montrer qu'ils sont capables de trouver des exemples et applications concrètes pour des sujets apparemment plus abstraits, car un sujet n'est jamais entièrement théorique ou empirique. Ainsi les sujets « A quoi sert la fonction d'utilité ? » ou « Le prix est-il toujours un bon signal ? » appelaient à inclure des réflexions sur les enjeux empiriques des débats conceptuels par ailleurs assez bien maîtrisés.

Une partie des écarts entre des prestations moyennes ou des bonnes et très bonnes prestations tient à la capacité des candidats à distinguer et organiser différents aspects du sujet posé. Par exemple, sur des questions comme « L'État doit-il lutter contre les inégalités ? » ou « Comment expliquer la rigidité des prix ? », nous avons valorisé les candidats qui ont su dès leur introduction mettre en évidence l'existence de différentes sortes d'inégalités (ex. de revenu, de patrimoine, inégalités de santé, d'éducation...) ou de prix (ex. prix de biens et services, salaire) et utiliser ces distinctions pour structurer leur propos, en montrant en l'occurrence que l'État dispose de moyens inégalement efficaces pour lutter contre les différents types d'inégalités, ou que les raisons de la rigidité des prix peuvent être vues comme similaires (ex. micro vs. macro) ou différentes (spécifiques à chaque type de marché).

Liste des sujets posés en 2017

A quoi sert la comptabilité nationale ?
La comptabilité nationale permet-elle d'appréhender la structure d'une économie ?
A quoi sert la fonction d'utilité ?
Comment coordonner politique monétaire et politique budgétaire ?
Comment expliquer la coexistence des banques et des marchés financiers pour le financement de l'économie ?
Comment expliquer la rigidité des prix ?
Comment expliquer les disparités des taux de chômage en Europe ?
Comment les agents économiques peuvent-ils se protéger face à l'incertitude ?
Comment mesurer la richesse créée dans une économie ?
Comment se répartissent les revenus entre terre, travail et capital ?
Est-il possible de lutter contre la déflation ?
Faut-il encourager l'investissement ?
Faut-il inciter les agents à épargner ?
Faut-il réglementer le monopole naturel ?
Faut-il supprimer le SMIC ?
L'endettement privé est-il préférable à l'endettement public ?
L'État doit-il lutter contre les inégalités ?
L'État poursuit-il des objectifs de court terme ou de long terme ?
La baisse des prix est-elle une bonne chose ?
Est-il possible de lutter contre la déflation ?
La taille des entreprises est-elle facteur d'efficacité ou d'inefficacité ?
Le diplôme protège-t-il du chômage ?
Le marché du travail est-il un marché comme les autres ?
Le marché peut-il limiter les nuisances environnementales ?
Le prix est-il toujours un bon signal ?
Le producteur est-il rationnel ?
Le travail est-il source de valeur ?
Les agents économiques se font-ils confiance ?
Les agents raisonnent-ils en termes réels ou nominaux ?
Tous les agents font-ils face à des contraintes budgétaires ?
Les crises sont-elles inhérentes au capitalisme ?
Les rendements sont-ils toujours décroissants ?
Peut-on parvenir à un optimum social à partir des préférences individuelles ?
Pourquoi détenir des liquidités ?
Pourquoi les grandes entreprises n'ont-elles pas fait disparaître les petites ?
Qu'est-ce qu'une fonction de production ?
Quel est l'apport du concept de coûts de transaction à l'analyse économique ?
Quels sont les avantages et les inconvénients des taux d'intérêt très bas ?
Qui crée la monnaie ?
Tous les agents font-ils face à des contraintes budgétaires ?
Un équilibre est-il toujours optimal ?

Exemples de statistiques posées

1) Emissions de gaz à effet de serre (Commission Européenne, 2016)

Pays	CO2 en Milliards de tonnes/an	CO2 en tonnes/hab
Chine	10,33	7,4
Etats-Unis	5,30	16,6
UE	3,74	7,3
Allemagne	0,37	5,7
France	0,84	10,2

2) Déficit budgétaire de la Chine, en % du PIB (FMI, 2017)

Années	Déficit budgétaire en % du PIB
2014	0,9
2015	2,8
2016	3,6

3) Taux de chômage, %, OCDE (OCDE, 2016)

OCDE	6,2
Allemagne	3,9
Suède	6,9
France	9,9
Espagne	18,7
Grèce	23,3

4) Variation des dépenses de santé par tête en termes réels (OCDE)

	2000-2009	2009-2012
Allemagne	2,1%	1,8%
Grèce	5,4%	-9,0%

5) Taux d'activité et taux de chômage des hommes et des femmes en France, % (INSEE)

Taux d'activité			Taux de chômage	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
2007	74,7	64,9	7,5	8,6
2015	75,5	67,6	10,5	9,5